

ROYAUME DE BELGIQUE

KONINKRIJK BELGIE

AVIS 30.495/2

DE LA SECTION DE LEGISLATION
DU CONSEIL D'ETAT

ADVIES 30.495/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 juillet 2000, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un projet d'arrêté royal "portant exécution de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel", a donné le 8 novembre 2000 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 25 juli 2000 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "ter uitvoering van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens", heeft op 8 november 2000 het volgende advies gegeven :

Observation liminaire

Le législateur a fait de l'avis de la Commission de la protection de la vie privée, une pièce maîtresse de la procédure d'élaboration des arrêtés d'exécution de la loi, prévoyant à l'article 29, § 5, alinéa 3, de la loi que "dans les cas où l'avis de la Commission est requis, l'avis doit être publié au Moniteur belge en même temps que l'acte réglementaire auquel il se rapporte".

Il importe que les avis 08/99, du 8 mars 1999, et 25/99, du 23 juin 1999, et la suite qui leur a été réservée, soient facilement compréhensibles, en dépit du fait que les projets de texte soumis à la consultation de la Commission ne sont pas publiés.

Le Rapport au Roi joint au projet d'arrêté poursuit notamment ce but. Mais il ne l'atteint que partiellement. Pour la bonne compréhension des avis de la Commission, de celui du Conseil d'Etat, et du Rapport au Roi, il serait souhaitable que ce dernier soit complété par un tableau de concordance des numéros des articles de l'arrêté, dans ses versions successives (projets soumis à la Commission, puis au Conseil d'Etat, texte de l'arrêté).

En tout cas, une numérotation continue des dispositions de l'arrêté doit être rétablie, par la suppression des numéros bis, ter et quater.

.../...

Observations générales

I. Le projet d'arrêté doit être apprécié à la lumière de la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. Cette directive prévoit, notamment en son article 11, l'obligation d'informer la personne concernée par des données collectées auprès de tiers, à moins que si

"en particulier pour un traitement à finalité statistique ou de recherche historique ou scientifique, l'information de la personne concernée se révèle impossible ou implique des efforts disproportionnés ou si la législation prévoit expressément l'enregistrement ou la communication des données. Dans ces cas, les Etats membres prévoient des garanties appropriées."

L'article 8 de la directive dispose en son paragraphe 1er que :

"Les Etats membres interdisent le traitement des données à caractère personnel qui révèlent l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques, l'appartenance syndicale, ainsi que le traitement des données relatives à la santé et à la vie sexuelle."

Suit une série de dérogations énumérées aux paragraphes 2 et 3.

Le paragraphe 4 ajoute ce qui suit.

.../...

"4. Sous réserve de garanties appropriées, les Etats membres peuvent prévoir, pour un motif d'intérêt public important, des dérogations autres que celles prévues au paragraphe 2, soit par leur législation nationale, soit sur décision de l'autorité de contrôle."

Le considérant 34 de la directive donne de cette faculté de dérogation le commentaire suivant.

"... les Etats membres doivent également être autorisés à déroger à l'interdiction de traiter des catégories de données sensibles lorsqu'un motif d'intérêt public important le justifie dans des domaines tels que la santé publique et la protection sociale - particulièrement afin d'assurer la qualité et la rentabilité en ce qui concerne les procédures utilisées pour régler les demandes de prestations et de services dans le régime d'assurance maladie - et tels que la recherche scientifique et les statistiques publiques; qu'il leur incombe, toutefois, de prévoir les garanties appropriées et spécifiques aux fins de protéger les droits fondamentaux et la vie privée des personnes."

Enfin, l'article 20, §§ 1er et 2, de la directive consacre le principe de contrôles préalables en ces termes.

- "1. Les Etats membres précisent les traitements susceptibles de présenter des risques particuliers au regard des droits et libertés des personnes concernées et veillent à ce que ces traitements soient examinés avant leur mise en oeuvre.
2. De tels examens préalables sont effectués par l'autorité de contrôle après réception de la notification du responsable du traitement ou par le détaché à la protection des données, qui, en cas de doute, doit consulter l'autorité de contrôle."

.../...

II. Il appartient aux auteurs du projet d'examiner l'utilité de mettre en oeuvre, dès à présent, l'article 17bis de la loi, en ce qui concerne les données visées aux articles 6 à 8 de la loi, en complétant le chapitre III du projet par l'ajout d'une disposition supplémentaire.

Les traitements dont ces données sensibles peuvent faire l'objet - spécialement les données visées aux articles 6 et 8 - étant de ceux qui présentent des risques accrus au regard des droits et libertés des personnes concernées, des garanties particulières devraient être, en effet, organisées à bref délai, comme, par exemple, l'obligation de désigner un préposé à la protection des données, pour les raisons qu'a déjà indiquées le Conseil d'Etat dans son avis sur la loi du 11 décembre 1998 (1).

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1er

Il y a lieu de mentionner les articles de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel qui constituent le fondement légal de l'arrêté en projet. Il s'agit notamment des articles 4, § 1er, 2° et 5°, 6, § 2, alinéa 1er, a) et g), 6, § 4, 7, § 2, a) et k), 7, § 3, 8,

(1) Doc. parl., Chambre des Représentants, 1566/1-97/98, pp. 201-205.

§ 2, e), 8, § 4, 9, § 1er, e), 9, § 2, alinéa 1er, e), 9, § 2, alinéa 3, 10, § 1er, alinéas 2 et 4, 12, § 2, 13, alinéas 2 et 4, 17, §§ 8 et 9, et 18, alinéa 3.

Alinéa 2 nouveau

Entre les alinéas 1er et 2, il convient d'insérer un alinéa visant l'article 52 de la loi du 11 décembre 1998 transposant la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données. En effet, cette disposition constitue le fondement légal de l'article 64 de l'arrêté en projet.

Alinéa 3

A l'alinéa 3, devenant l'alinéa 4, il faut écrire :

"Vu l'avis de l'inspecteur des Finances donné le 9 avril 1999;".

Alinéa 4 nouveau

Entre les alinéas 3 et 4 en projet, il faut insérer un alinéa rédigé comme suit :

"Vu l'accord du ministre du Budget donné le 28 mai 1999;".

.../...

Alinéa 4 (devenant les alinéas 6 et 7)

Etant donné que l'avis de la section de législation du Conseil d'Etat est demandé dans le délai ne dépassant pas un mois, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de remplacer l'alinéa 4 en projet par les deux alinéas suivants :

"Vu la délibération du Conseil des ministres sur la demande d'avis à donner par le Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 30.495/2 du Conseil d'Etat, donné le 8 novembre 2000, en application de l'article 84, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;".

Article 1er

Les définitions reproduites aux c), d) et e) doivent figurer dans les dispositions qui les concernent et seront suivies des mots : "... ci-après dénommée(s) ...".

Articles 2 à 20

En droit interne, l'article 9, § 2, alinéa 2, a, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère

.../...

personnel, a prévu que le responsable du traitement est dispensé d'informer la personne concernée

"lorsque, en particulier pour un traitement aux fins de statistiques ou de recherche historique ou scientifique, l'information de la personne concernée se révèle impossible ou implique des efforts disproportionnés.".

L'alinéa 3 du même article dispose que :

"Le Roi détermine par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les conditions pour l'application de l'alinéa précédent.".

C'est à la lumière de cette disposition et des principes de droit européen prérappelés, que doit s'apprécier le régime juridique des traitements de données à caractère personnel à des fins historiques, statistiques ou scientifiques, instauré par l'arrêté en projet.

Comme l'a déjà relevé la doctrine,

"le prescrit légal (...) permettra sans doute de récupérer une partie des exceptions prévues par les arrêtés royaux n^{os} 9 et 15 (1). L'avantage est ici de ne pas prévoir une longue liste de cas répondant a priori à ce(s) critère(s) (d'impossibilité ou de disproportion). Le risque cependant est de voir les responsables s'en prévaloir automatiquement. Les contours de l'impossibilité d'information et du caractère disproportionné des efforts demandés par l'obliga-

(1) Ces arrêtés sont abrogés par l'arrêté en projet.

tion d'information au responsable du traitement ne sont en effet pas clairs." (1).

Il convient de vérifier si les dispositions sont conformes aux principes énoncés dans l'article 9, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 décembre 1992 précitée.

Article 13

En vertu de cette disposition, la communication des données n'est permise que "sur présentation de l'accusé de réception délivré par la Commission sur la base de l'article 17, § 2, de la loi".

La garantie découlant de l'obligation de déclaration préalable du traitement de données ne sera réelle que pour autant que cette déclaration soit complète, ce que vérifie la Commission, en vertu de l'article 17, § 2, alinéa 2, de la loi.

(1) Th. Léonard et Y. Pouillet, La protection des données à caractère personnel en pleine (r)évolution, J.T., 1999, pp. 377-396, ici p. 389. La même préoccupation du défaut éventuel d'encadrement réglementaire s'est aussi manifestée in M. Arbyn, S. Wallyn, H. Van Oyen, B. Seutin, J. Dhondt, Gezondheidszorg : actualiteit registratie bij bevolkingsonderzoek naar kanker ... eindelijk legaal !, Tijdschr. voor Geneeskunde, 55, n° 8, 1999, pp. 555-557.

L'article 13 du projet sera donc complété comme suit :

"(...) que sur présentation de l'accusé de réception d'une déclaration complète, délivré par la Commission conformément à l'article 17, § 2, de la loi."

Article 14

Il résulte des articles 14 et 14ter de l'arrêté en projet qu'il est permis de coder et de traiter des données visées aux articles 6 à 8 de la loi du 8 décembre 1992 non seulement à des fins scientifiques, mais aussi à des fins historiques et statistiques. Cependant, les articles 6, § 2, alinéa 1er, g), 7, § 2, k) et 8, § 2, e), de la loi précitée n'autorisent le traitement des données visées par ces articles qu'à des fins de recherche scientifique. En conséquence, dans les articles 14 et 14ter de l'arrêté en projet, il ne peut être fait référence qu'aux fins de recherche scientifique.

Cette restriction du texte sera sans conséquence en ce qui concerne les finalités historiques et statistiques lorsqu'elles répondent à un critère scientifique.

.../...

Article 14bis

La loi du 8 décembre 1992 ne donne aucun pouvoir d'exemption à la Commission, ni n'habilite le Roi à lui conférer un tel pouvoir (1).

A l'alinéa 1er de l'article, le projet ne peut donc se référer à une décision d'exemption prise par la Commission, mais tout au plus à une procédure de recommandation, telle qu'elle sera explicitée sous l'article 14ter.

Si les auteurs du projet ou le législateur considèrent qu'un pouvoir de décision doit revenir à la Commission en cette matière, la loi devrait être au préalable modifiée. Elle devrait, notamment, définir si la Commission constitue une juridiction ou une autorité administrative indépendante.

Le droit communautaire voudrait, semble-t-il, que la législation nationale soit complétée par des normes de droit matériel, ou qu'un véritable pouvoir de décision revienne à l'autorité de contrôle.

(1) Le fonctionnaire délégué, qui a pu interroger le Président de la commission sur cette question, en convient.

On écrirait donc :

"(...) disproportionnés et qu'ils se sont conformés (1) à la procédure déterminée dans l'article 14ter."

Article 14ter

Compte tenu du caractère sensible des données visées aux articles 6 à 8 de la loi, il importe que les responsables des traitements de ces données ne puissent se dispenser de l'obligation d'informer les personnes concernées, sans respecter certaines mesures de sauvegarde.

L'intervention de la Commission, par la voie des recommandations prévues à l'article 30 de la loi, pourrait constituer pareille mesure.

La publicité de ces recommandations serait assurée conformément à l'article 32, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi. Elle pourrait être complétée par une publication des recommandations dans le registre public des traitements, pour éviter qu'un laps de temps trop long s'écoule entre la saisine de la Commission et la divulgation de ses recommandations.

(1) Si l'auteur du projet se rallie à l'observation finale à propos des articles 12 et suivants, cette phrase sera écrite au singulier plutôt qu'au pluriel.

L'article 14ter se lirait, dès lors, comme suit :

"Le responsable du traitement de données à caractère personnel collectées pour des fins déterminées, explicites et légitimes ou l'organisation intermédiaire qui souhaitent coder des données visées aux articles 6 à 8 de la loi, sans en informer au préalable la personne concernée, complètent la déclaration requise par l'article 17 de la loi, par les informations suivantes :

1° ... à 6° ...

Sur le vu de cette déclaration, la Commission adresse au responsable du traitement ou à l'organisation intermédiaire, une recommandation, qui peut énoncer des garanties supplémentaires à respecter lors du traitement ultérieur des données à caractère personnel codées, visées aux article 6 à 8 de la loi.

Le déclarant ne peut procéder au codage avant que la Commission ne lui ait adressé sa recommandation.

La Commission publie sa recommandation dans le registre visé à l'article 18 de la loi."

Article 14quater

Il y a lieu de remplacer le texte par la disposition suivante :

"Le responsable du traitement communique à la Commission toute modification des informations visées à

.../...

l'article 14ter; il n'applique les modifications qu'après que la Commission lui a adressé une nouvelle recommandation."

Article 16

Il serait préférable pour que la preuve du consentement soit acquise de prévoir que la personne concernée doit "consentir par écrit" au lieu de "consentir expressément".

Article 17

Par identité de motifs avec ce qui a été exposé sous les articles 14bis et 14ter, on écrira :

"b) (...) et qu'il s'est conformé à la procédure déterminée dans l'article 18."

Article 18

Pour les raisons rappelées plus haut, on écrira :

"(...) ou scientifiques qui souhaite traiter ces données sans en informer au préalable la personne concernée et sans le consentement de celle-ci, complète la déclaration requise par l'article 17 de la loi, par les informations suivantes :

1° ... à 6° ...

.../...

Sur le vu de cette déclaration, la Commission adresse au responsable du traitement, une recommandation, qui peut énoncer des garanties supplémentaires à respecter lors du traitement ultérieur des données à caractère personnel.

Le responsable du traitement ne peut y procéder avant que la Commission ne lui ait communiqué sa recommandation, que la Commission publie dans le registre visé à l'article 18 de la loi."

Article 19

Il y a lieu de remplacer le texte par la disposition suivante :

"Le responsable du traitement communique à la Commission toute modification des informations visées à l'article 18; il n'applique les modifications qu'après que la Commission lui a adressé une nouvelle recommandation."

Article 20

La section 4 du chapitre II de l'arrêté, qui est consacrée à la publication des résultats du traitement de données à caractère personnel à des fins historiques, statistiques ou scientifiques, contenait dans le projet d'arrêté originellement soumis à l'avis de la Commission, un article numéroté 13 disposant comme suit :

.../...

"Le responsable du traitement veille à ce que la publication des résultats ne porte pas atteinte de manière disproportionnée à la vie privée de catégories de citoyens.".

Dans son avis du 8 mars 1999, la Commission proposait de remplacer le terme "citoyens" par celui de "personnes". Cette suggestion mérite d'être suivie, car elle étend la protection à un cercle plus large de bénéficiaires, conformément à l'article 191 de la Constitution.

En revanche, la suppression pure et simple de la mesure de sauvegarde, à laquelle il est procédé dans l'arrêté en projet, ne paraît pas justifiée. A de nombreuses reprises, le Conseil d'Etat a, en effet, souligné que si l'on admet que les "données personnelles", définies comme ne se rapportant pas à une personne physique identifiée ou identifiable (au contraire des données "à caractère personnel" ou "nominatives"), sont néanmoins visées par le droit au respect de la vie privée garanti par l'article 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (1), des mesures de protection doivent être prises dans ce domaine également.

L'expérience apprend que l'anonymat des données recueillies n'empêchera pas que les résultats de leur traitement guident l'action de ceux qui pourront en prendre connaissance, à l'égard de catégories de personnes étudiées selon leur profil.

(1) En ce sens, voir Rigaux F., La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Bruylant, Paris, L.G.D.J., 1990, n° 524, p. 583.

De surcroît, un traitement relatif à une collectivité de personnes restreinte, ou à un public-cible très caractérisé, risque de ne pas respecter, en fait, l'exigence d'anonymat, sans qu'on puisse être certain que l'interdiction inscrite à l'article 20 de l'arrêté fasse obstacle à la publication des résultats (l'interdiction vise la "forme" de la publication seulement).

La disposition, revue comme proposé par la Commission, doit être rétablie dans l'arrêté en projet, et y être insérée après l'article 20.

Article 21

Dans son avis du 8 mars 1999, la Commission observait notamment ce qui suit.

"L'article 15 (devenu l'article 21 dans la version de l'arrêté soumise au Conseil d'Etat) du projet d'arrêté (dans sa rédaction originelle soumise à la Commission) fixe une série de conditions particulières pour le traitement de données à caractère personnel, visées aux articles 6 à 8 de la loi. Il est notamment prévu que :

- (1) les personnes ayant accès aux données doivent être désignées individuellement par le responsable du traitement ou, le cas échéant, par le sous-traitant, avec une définition de leur autorisation précise par rapport au traitement des données visées; (...).

En ce qui concerne la première exigence, la Commission fait remarquer qu'il importe surtout de savoir qui a accès aux données, ce qui n'implique pas que ces personnes doivent être désignées nominativement. Etant donné qu'une désignation nominative peut comporter certains risques, par exemple, lorsque les personnes

.../...

désignées changent de fonction, la Commission estime souhaitable d'obliger le responsable d'une part, à établir une liste des profils d'accès (par exemple en désignant les fonctions ayant accès aux données) et, d'autre part, à établir une liste indiquant les personnes auxquelles ces profils sont attribués."

Il ne suffit pas, comme le fait l'arrêté en projet, de prévoir la détermination des catégories de personnes autorisées et la mise à la disposition de la Commission de la liste de ces catégories, le projet doit, en outre, prévoir la désignation nominative des personnes et la communication de la liste de ces personnes à la Commission. Ces désignations nominatives cesseraient d'être valables si la personne désignée n'appartenait plus à une des catégories de personnes autorisées ou que l'accès à donner lui serait retiré par le responsable du traitement.

Si la charge administrative imposée au responsable du traitement est importante, elle ne paraît, néanmoins, pas disproportionnée par rapport à l'avantage pour le respect de la vie privée que procurera une application individualisée de règles générales et abstraites.

En tout cas, en ce qui concerne les données sensibles visées à l'article 6 de la loi, il paraît difficilement admissible d'en faire l'économie : une appréciation subjective de l'appartenance à une catégorie de personnes autorisée, ne saurait être abandonnée à la discrétion de la personne prétendant accéder aux données sans risque d'erreur, voire d'abus.

.../...

De même, la transmission, selon une périodicité raisonnable, de la liste nominative des personnes autorisées, à la Commission, constituerait une garantie d'effectivité de la règle et un premier moyen d'en vérifier l'application pour la Commission.

L'article 21 du projet sera, dès lors, complété par le rétablissement du texte originel, à insérer logiquement après l'énoncé de la première mesure prévue (les catégories de personnes, ...).

On lirait donc :

"2° les personnes ayant accès aux données doivent être désignées individuellement par le responsable du traitement ou, le cas échéant, par le sous-traitant, avec une définition de leur autorisation précise par rapport au traitement des données visées;".

La deuxième mesure du projet, devenant la troisième, se définirait comme suit :

"3° la liste des catégories de personnes autorisées, visées au 1°, et celle des personnes autorisées, avec la mention de leur fonction, sont transmises annuellement à la Commission par le responsable du traitement ou, le cas échéant, par le sous-traitant.".

Par ailleurs, le texte néerlandais du 1° doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise présent avis.

.../...

Article 26

Il est proposé de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"La Commission publie la liste de ces responsables de traitement dans le registre public visé à l'article 18 de la loi, avec la mention des motifs invoqués de dispense.".

La publicité, grâce au registre public, des justifications invoquées, prévue dans le texte proposé ci-dessus, constituera une première mesure d'encadrement qui permettrait d'éviter des clauses stéréotypées.

Article 27

En vertu des articles 10, § 1er, alinéa 2, et 12, § 2, de la loi du 8 décembre 1992, toute demande relative aux droits visés aux articles 10, § 1er, alinéa 1er, et 12, § 1er, de la même loi doit être datée et signée. L'exigence de signature de la demande s'entend d'une signature manuscrite. Il s'ensuit qu'en l'absence de disposition légale assimilant la signature électronique à la signature manuscrite, il est exclu que la demande puisse être envoyée par un moyen de télécommunication (1). Les mots "ou par tout moyen de télécommunication" seront, dès lors, omis.

(1) Voir, dans le même sens, l'avis de la Commission de la protection de la vie privée remarque que "le fait d'exiger que la demande soit signée a pour conséquence que cette dernière ne pourra pas être envoyée par le biais d'un moyen de télécommunication aussi longtemps qu'il n'existera pas de signature électronique juridiquement valable".

Article 37

Les questions de fonctionnement ou d'organisation, auxquelles la disposition en projet tend de répondre, ne sont pas au pouvoir du Roi. Elles relèvent, le cas échéant, du règlement d'ordre intérieur qu'arrête la Commission, avant de le communiquer aux Chambres législatives, conformément à l'article 28 de la loi.

Article 46

Les termes "... au service du ou travaillant pour le responsable du traitement" ne sont pas clairs. Si l'intention de l'auteur du projet est de viser les personnes qui travaillent pour le responsable du traitement en vertu d'un contrat de travail ou d'un contrat d'entreprise, il faudrait adapter le dispositif en conséquence. Cette remarque vaut aussi pour l'article 47, alinéa 1er.

Article 49

En vertu de l'article 4, § 1er, 5°, de la loi du 8 décembre 1992, les données à caractère personnel doivent être "conservées sous une forme permettant l'identification des personnes concernées pendant une durée n'excédant pas celle nécessaire à la réalisation des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement". Il s'agit du temps nécessaire et non du temps utile.

.../...

Dans les articles 46 à 48 ainsi que dans les articles 50 à 53 en projet, il est aussi fait référence à la conservation des données durant le temps nécessaire à la finalité du traitement. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas les raisons qui justifient que pour le traitement "de données à caractère personnel, qui visent exclusivement l'administration d'actionnaires et d'associés", la durée de conservation de ces données devienne le temps utile pour les finalités du traitement. La même remarque vaut pour l'article 54 en projet.

Article 55

L'auteur du projet est invité à vérifier si les lois auxquelles il se réfère satisfont à l'ensemble des exigences énoncées par l'article 17, § 8, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992, spécialement en ce qui concerne la mention de la durée de conservation des données.

Article 56

Cette disposition exempte de l'obligation de déclaration préalable les traitements de données à caractère personnel effectués par des autorités administratives qui font l'objet de réglementations particulières définissant l'accès aux données traitées, l'utilisation de ces données et leur obtention.

.../...

Les termes trop généraux de cette exemption ne garantissent pas que toutes les conditions d'exemption énoncées à l'article 17, § 8, alinéa 1er, de la loi du 8 décembre 1992, sont remplies. Or, dans l'esprit de la loi, il convient que chaque réglementation soit examinée concrètement au regard des exigences formulées par l'article 17, précité.

La disposition en projet doit, dès lors, être omise ou à tout le moins fondamentalement revue, de manière à désigner avec précision les réglementations concernées qui remplissent les conditions légales.

Article 56bis

L'avant-projet de loi-programme auquel fait allusion le Rapport au Roi est devenu la loi du 12 août 2000 "portant des dispositions sociales, budgétaires et diverses" (1). Ne contenant pas la disposition législative annoncée dans le Rapport au Roi, la loi précitée ne saurait procurer de fondement légal à l'article 56bis de l'arrêté en projet. Celui-ci sera donc omis; à défaut de quoi, l'article 18 de la directive ne serait pas respecté, comme le montre le Rapport au Roi.

(1) Moniteur belge du 31 août 2000.

Articles 64 et 67

1. Le délai de transposition de la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données a expiré le 24 octobre 1998.

Il est regrettable que l'arrêté en projet et la loi du 11 décembre 1998 n'entrent en vigueur que le premier jour du quatrième mois suivant celui de la publication de cet arrêté et de cette loi au Moniteur belge.

L'alinéa 1er de l'article 64 sera rédigé comme suit :

"Le présent arrêté et les dispositions de la loi du 11 décembre 1998 transposant la Directive 95/46/CE du Parlement européen et du Conseil du 24 octobre 1995 relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données entrent en vigueur le ...".

2. A l'alinéa 2 de l'article 64, les mots "et futurs" sont inutiles et seront, dès lors, omis.

L'article 67 sera omis si le texte proposé ci-dessus pour l'article 64, alinéa 1er, est adopté.

.../...

Observations finales

De manière générale, la rédaction des versions française et néerlandaise de l'arrêté en projet présente de nombreuses imperfections qui doivent être corrigées. Les remarques qui suivent sont, à cet égard, faites à titre d'exemples.

1. La numérotation des chapitres et des sections se fait en chiffres cardinaux romains, sauf pour la première division qui s'écrit : "Chapitre premier", "Section première". Toutefois, lorsqu'il est fait référence à cette subdivision dans l'arrêté en projet, on écrit : "Chapitre 1er", "Section 1re".

2. Dans le texte français, on écrit "article 1er" au lieu de "article 1" (1) ainsi que "§ 1er" au lieu de "§ 1" (2).

3. Plutôt que de renvoyer "à l'alinéa précédent", mieux vaut se référer à l'alinéa numéroté (3).

(1) Voir notamment les articles 8, alinéa 2, 9, alinéa 2, et 10, alinéa 2.

(2) Voir notamment l'article 21.

(3) Voir spécialement les articles 14ter, alinéa 3, 18, alinéa 3, 58, alinéa 2, et 61, alinéa 2.

4. Lorsqu'on veut se référer à un alinéa déterminé, on écrit par exemple "l'alinéa 1er" au lieu de "l'alinéa premier" (1).

Article 1er

La subdivision en "a), b), c), etc", doit être remplacée par une subdivision en "1°, 2°, 3°, etc". Cette remarque vaut aussi pour l'article 17.

Article 4

A l'alinéa 2, dans la version française, afin d'éviter toute discordance avec la version néerlandaise, il faut écrire "mentionne" au lieu de "justifie". Cette remarque vaut également pour l'article 5, alinéa 2.

Au même alinéa, dans la version néerlandaise, il y a lieu d'écrire "doet" au lieu de "aflegt". Cette remarque vaut également pour l'article 5, alinéa 2.

Article 6

Mieux vaut écrire, dans la version française, "n'entreprend aucune action" au lieu de "n'entreprendra rien".

(1) Voir notamment l'article 25, alinéa 2.

Article 7

Compte tenu de l'observation relative aux notions définies, l'article 7 pourrait être rédigé comme suit :

"Les données à caractère personnel non codées sont codées avant tout traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques ou scientifiques en vue de ne pouvoir être mises en relation avec une personne identifiée ou identifiable que par l'intermédiaire d'un code.".

Article 10

A l'alinéa 1er, il faut écrire "préalablement à leur communication" au lieu de "préalablement à la communication des données".

Articles 12, 13, 14, 14bis et 14ter

Dans ces dispositions, on écrit tantôt : "le responsable du traitement et l'organisation ...", tantôt "le responsable du traitement ou l'organisation ...". D'après le contexte, il semble qu'il faille utiliser la conjonction "ou" plutôt que la conjonction "et".

.../...

Article 14

1. Dans le texte français, il faut écrire "préalablement au codage des données visées aux articles 6 à 8 de la loi" au lieu de "préalablement au codage de données visées a l'article 6 à 8 de la loi";

2. L'énumération des informations à communiquer à la personne concernée doit être présentée sous la forme d'une subdivision en 1°, 2°, 3°, etc. Cette exigence formelle de présentation vaut aussi pour les articles 14ter, 15, 18, 20, 21, 27, 60 et 66.

Article 23

A l'alinéa 1er, on écrira : "... qui empêche un consentement libre.".

Article 32

A l'alinéa 2 de la version française, on écrira "éléments pertinents" et non pas "éléments utilisés".

Articles 42 à 44

On écrit "euros" au lieu de "Euro".

.../...

Article 46

Il convient d'écrire "A l'exception des paragraphes 4 et 8, alinéa 2, l'article 17 de la loi n'est pas applicable" au lieu de "Les dispositions de l'article 17, à l'exception des §§ 4 et 8, alinéa 2, de la loi ne sont pas applicables". Cette remarque vaut également pour les articles 47 à 56.

Article 47

A l'alinéa 1er, les mots "et qui remplissent les conditions mentionnées dans le présent article" sont superflus et seront, dès lors, omis. La même remarque vaut pour les articles 50 et 54.

Article 64

Le texte néerlandais doit être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Inleidende opmerking

De wetgever heeft van het advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer een hoofdbestanddeel gemaakt van de procedure tot uitwerking van de besluiten tot uitvoering van de wet, door in artikel 29, § 5, derde lid, ervan te bepalen dat "in de gevallen waar het advies van de Commissie vereist is, (...) het samen met de reglementsbeplating waarop het betrekking heeft, in het Belgisch Staatsblad (wordt) bekendgemaakt".

Het is derhalve van belang dat de adviezen 08/99 van 8 maart 1999 en 25/99 van 23 juni 1999 en het gevolg dat eraan gegeven is, bevattelijk zijn, al worden de om advies aan de Commissie voorgelegde ontwerp teksten niet bekendgemaakt.

Met het bij het ontwerpbesluit gevoegde verslag aan de Koning wordt inzonderheid dat doel nagestreefd, maar slechts gedeeltelijk bereikt. Voor een goed begrip van de adviezen van de Commissie, van het advies van de Raad van State en van het verslag aan de Koning is het wenselijk bij dat verslag een concordantietabel te voegen met de nummers van de artikelen van het besluit in de opeenvolgende versies ervan (ontwerpen voorgelegd aan de Commissie, vervolgens aan de Raad van State, tekst van het besluit).

De doorlopende nummering van de bepalingen van het besluit dient in ieder geval te worden hersteld door de nummers bis, ter en quater weg te werken.

.../...

Algemene opmerkingen

I. Het ontwerp van besluit dient te worden beoordeeld in het licht van Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens. Artikel 11 van die richtlijn voorziet inzonderheid in de verplichting tot informatie-verstrekking aan de betrokkene wanneer de gegevens bij derden verkregen zijn, tenzij

"met name voor statistische doeleinden of voor historisch of wetenschappelijk onderzoek, verstrekking van informatie aan de betrokkene onmogelijk blijkt of onevenredig veel moeite kost of indien de registratie of verstrekking bij wet is voorgeschreven. In deze gevallen zorgen de Lid-staten voor passende waarborgen.".

In lid 1 van artikel 8 van de richtlijn wordt het volgende bepaald :

"De Lid-staten verbieden de verwerking van persoonlijke gegevens waaruit de raciale of etnische afkomst, de politieke opvattingen, de godsdienstige of levensbeschouwelijke overtuiging, of het lidmaatschap van een vakvereniging blijkt, alsook de verwerking van gegevens die de gezondheid of het seksuele leven betreffen.".

In de daaropvolgende leden 2 en 3 wordt een reeks afwijkingen opgesomd.

.../...

Lid 4 is vervolgens gesteld als volgt :

4. Mits passende waarborgen worden geboden, mogen de Lid-staten om redenen van zwaarwegend algemeen belang bij nationale wet of bij een besluit van de toezichthoudende autoriteit nog andere afwijkingen naast die bedoeld in lid 2 vaststellen."

Overweging 34 van de richtlijn is gesteld als volgt wat deze afwijkingsmogelijkheid betreft :

"... Overwegende dat de Lid-staten tevens gemachtigd moeten worden om op grond van een zwaarwegend algemeen belang van het verbod tot verwerking van categorieën gevoelige gegevens af te wijken op gebieden als de volksgezondheid en de sociale bescherming - vooral voor wat betreft het waarborgen van kwaliteit en rentabiliteit, met betrekking tot de procedures voor de afwikkeling van aanvragen voor uitkeringen en diensten in het kader van de ziektekostenverzekering - het wetenschappelijk onderzoek en de overheidsstatistieken; dat het evenwel de taak van de Lid-staten is om in passende, specifieke waarborgen te voorzien om de fundamentele rechten en de persoonlijke levenssfeer te beschermen."

Ten slotte wordt in artikel 20, leden 1 en 2, van de richtlijn het beginsel van voorafgaande onderzoeken in de volgende bewoordingen vastgelegd :

- "1. De Lid-staten geven aan welke verwerkingen mogelijk specifieke risico's voor de persoonlijke rechten en vrijheden inhouden en dragen er zorg voor dat zij vóór de aanvang van de verwerking onderzocht worden.
2. Deze voorafgaande onderzoeken worden uitgevoerd door de toezichthoudende autoriteit na ontvangst van een aanmelding van de voor de verwerking verantwoordelijke, of door de functionaris voor de gegevensbescherming, die in twijfelgevallen de toezichthoudende autoriteit moet raadplegen."

.../...

II. De stellers van het ontwerp dienen te onderzoeken of het zinvol is nu reeds artikel 17bis van de wet ten uitvoer te leggen, wat betreft de in de artikelen 6 tot 8 van de wet bedoelde gegevens, door hoofdstuk III van het ontwerp aan te vullen met een bijkomende bepaling.

Doordat de mogelijke verwerkingen van die gevoelige gegevens - inzonderheid de in de artikelen 6 en 8 genoemde gegevens - behoren tot de categorie van verwerkingen die een verhoogd risico opleveren wat betreft de rechten en vrijheden van de betrokkenen, dienen immers op korte termijn bijzondere waarborgen te worden ingesteld, zoals bijvoorbeeld de verplichting om een persoon belast met de gegevensbescherming aan te wijzen om de redenen die de Raad van State reeds heeft opgegeven in zijn advies over de wet van 11 december 1998 (1).

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

De artikelen van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens die de rechtsgrond vormen van het ontworpen besluit dienen te worden opgesomd. Het

(1) Gedr. St., Kamer van volksvertegenwoordigers, 1566/1-97/98, blz. 201-205.

gaat inzonderheid om de artikelen 4, § 1, 2° en 5°, 6, § 2, eerste lid, a) en g), 6, § 4, 7, § 2, a) en k), 7, § 3, 8, § 2, e), 8, § 4, 9, § 1, e), 9, § 2, eerste lid, e), 9, § 2, derde lid, 10, § 1, tweede en vierde lid, 12, § 2, 13, tweede en vierde lid, 17, §§ 8 en 9, en 18, derde lid.

Nieuw tweede lid

Tussen het eerste en het tweede lid dient een lid te worden ingevoegd om te verwijzen naar artikel 52 van de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens. Die bepaling vormt immers de rechtsgrond van artikel 64 van het ontworpen besluit.

Derde lid

In het derde lid, dat het vierde lid wordt, dient te worden geschreven :

"Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 9 april 1999;".

.../...

Nieuw vierde lid

Tussen het ontworpen derde en vierde lid dient een als volgt gesteld lid te worden ingevoegd :

"Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 28 mei 1999;".

Vierde lid (dat het zesde en zevende lid wordt)

Het ontworpen vierde lid dient te worden vervangen door de volgende twee leden aangezien de afdeling wetgeving van de Raad van State om advies verzocht is binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

"Gelet op het besluit van de Ministerraad over het verzoek aan de Raad van State om advies te geven binnen een termijn van een maand;

Gelet op advies 30.495/2 van de Raad van State, gegeven op 8 november 2000, met toepassing van artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;".

.../...

Artikel 1

De in c), d) en e) gegeven definities moeten worden opgenomen in de bepalingen die erop betrekking hebben en worden voorafgegaan door de woorden "... , hierna te noemen ...".

Artikelen 2 tot 20

In het interne recht bepaalt artikel 9, § 2, tweede lid, a), van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens dat de verantwoordelijke voor de verwerking vrijgesteld is van de kennisgeving aan de betrokkene

"wanneer, met name voor statistische doeleinden of voor historisch of wetenschappelijk onderzoek, deze kennisgeving aan de betrokkene onmogelijk blijkt of onevenredig veel moeite kost."

Het derde lid van hetzelfde artikel luidt als volgt :

"De Koning bepaalt bij een in Ministerraad overlegd besluit na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer de voorwaarden voor de toepassing van het vorige lid."

De door het ontworpen besluit ingestelde rechtsregeling voor de verwerkingen van persoonsgegevens voor statistische doeleinden of voor historisch of

.../...

wetenschappelijk onderzoek dient te worden beoordeeld in het licht van die bepaling en van de voornoemde Europese rechtsbeginselen.

In de rechtsleer is reeds op het volgende gewezen :

"le prescrit légal (...) permettra sans doute de récupérer une partie des exceptions prévues par les arrêtés royaux n°s 9 et 15 (1) . L'avantage est ici de ne pas prévoir une longue liste de cas répondant a priori à ce(s) critère(s) (d'impossibilité ou de disproportion). Le risque cependant est de voir les responsables s'en prévaloir automatiquement. Les contours de l'impossibilité d'information et du caractère disproportionné des efforts demandés par l'obligation d'information au responsable du traitement ne sont en effet pas clairs." (2).

Er dient te worden nagegaan of de bepalingen overeenstemmen met de beginselen die vervat zijn in artikel 9, § 2, tweede en derde lid, van de voormelde wet van 8 december 1992.

(1) Die besluiten worden door het ontworpen besluit opgeheven.

(2) Th. Léonard en Y. Pouillet, La protection des données à caractère personnel en pleine (r)évolution, J.T., 1999, blz. 377-396, hier blz. 389. Dezelfde bezorgdheid om het eventuele gebrek aan reglementaire voorzieningen is eveneens geuit door M. Arbyn, S. Wallyn, H. Van Oyen, B. Seutin, J. Dhondt, Gezondheidszorg : actualiteit registratie bij bevolkingsonderzoek naar kanker ... eindelijk legaal ! Tijdschrift voor Geneeskunde, 55, nr. 8, 1999, blz. 555-557.

Artikel 13

Luidens die bepaling kunnen gegevens slechts worden medegedeeld "tegen overlegging van het ontvangstbewijs uitgereikt door de Commissie op grond van artikel 17, § 2, van de wet".

De waarborg die geboden wordt door de verplichting om de gegevensverwerking vooraf aan te geven is pas reëel voorzover die aangifte volledig is, wat wordt nagegaan door de Commissie, krachtens artikel 17, § 2, tweede lid, van de wet.

Artikel 13 van het ontwerp dient dus als volgt te worden aangevuld :

"(...) tegen overlegging van het bewijs van ontvangst van een volledige aangifte, uitgereikt door de Commissie op grond van artikel 17, § 2, van de wet."

Artikel 14

Uit de artikelen 14 en 14ter van het ontworpen besluit blijkt dat de gegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8 van de wet van 8 december 1992 niet alleen voor wetenschappelijke, maar ook voor historische en statistische doeleinden mogen worden gecodeerd en verwerkt. In de artikelen 6, § 2, eerste lid, g), 7, § 2, k), en 8, § 2, e), van de voormelde wet wordt de verwerking van de in die artikelen genoemde gegevens alleen voor het wetenschappelijk

.../...

onderzoek toegestaan. Bijgevolg mag in de artikelen 14 en 14ter van het ontworpen besluit alleen van wetenschappelijke doeleinden gewag worden gemaakt.

Deze beperking van de regeling is zonder gevolg wat betreft de verwerking voor historische en statistische doeleinden wanneer deze kunnen worden ingepast in een wetenschappelijk onderzoek.

Artikel 14bis

De wet van 8 december 1992 kent aan de Commissie geen bevoegdheid toe om vrijstelling te verlenen van de verplichting tot kennisgeving en machtigt de Koning evenmin om die Commissie een dergelijke bevoegdheid te verlenen (1).

In het eerste lid van dit artikel van het ontwerp mag dus geen gewag worden gemaakt van een door de Commissie genomen beslissing tot vrijstelling, maar hooguit van een procedure waarbij een aanbeveling gedaan wordt, zoals ze uiteengezet wordt in het voorstel dat hierna voor artikel 14ter gedaan wordt.

Indien de stellers van het ontwerp of de wetgever van oordeel zijn dat de Commissie terzake beslissingsbevoegdheid moet hebben, moet de wet vooraf worden gewijzigd. Ze zou inzonderheid moeten bepalen of de Commissie een rechtscollege dan wel een onafhankelijke administratieve overheid is.

(1) De gemachtigde ambtenaar, die de voorzitter van de Commissie over deze kwestie ondervraagd heeft, is het daarmee eens.

Het gemeenschapsrecht wenst blijkbaar dat de nationale wetgeving wordt aangevuld met materieelrechtelijke normen of dat de toezichthoudende overheid reële beslissingsbevoegdheid krijgt.

Men zou dus moeten schrijven :

"De verantwoordelijke (...) en de intermediaire organisatie hoeven de verplichting (...) niet na te komen indien deze verplichting (...) moeite kost en ze de procedure bepaald in artikel 14ter hebben gevolgd (1).".

Artikel 14ter

Aangezien de in de artikelen 6 tot 8 van de wet genoemde gegevens gevoelige gegevens zijn, mogen de verantwoordelijken voor de verwerkingen van die gegevens zich niet onttrekken aan de verplichting tot kennisgeving aan de betrokkenen, zonder bepaalde beschermingsmaatregelen in acht te nemen.

Het optreden van de Commissie, aan de hand van de in artikel 30 van de wet bedoelde aanbevelingen, kan een soortgelijke maatregel zijn.

(1) Indien de steller van het ontwerp zich aansluit bij de slotopmerking in verband met de artikelen 12 en volgende, wordt die zin in het enkelvoud in plaats van in het meervoud geschreven.

Die aanbevelingen kunnen openbaar gemaakt worden overeenkomstig artikel 32, § 2, tweede en derde lid, van de wet. De openbaarheid kan worden verruimd door de aanbevelingen bekend te maken in het openbaar register van de verwerkingen, om te voorkomen dat er te veel tijd verloopt tussen het ogenblik waarop aangifte wordt gedaan bij de Commissie en dat waarop de Commissie haar aanbevelingen openbaar maakt.

Artikel 14ter dient derhalve als volgt te worden gesteld :

"De verantwoordelijke voor de verwerking van persoonsgegevens verzameld voor bepaalde, uitdrukkelijk omschreven en gerechtvaardigde doeleinden of de intermediaire organisatie die de gegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8 van de wet wensen te coderen, zonder voorafgaande kennisgeving aan de betrokken persoon, vullen de aangifte die ze krachtens artikel 17 van de wet moeten verrichten aan met de volgende gegevens :

1° ... tot 6° ...

Na kennisneming van die aangifte zendt de Commissie aan de verantwoordelijke voor de verwerking of aan de intermediaire organisatie een aanbeveling toe, waarin bijkomende waarborgen kunnen worden voorgeschreven die dienen te worden in acht genomen bij de latere verwerking van de in de artikelen 6 tot 8 van de wet bedoelde gecodeerde persoonsgegevens.

.../...

De aangever mag niet coderen vooraleer de Commissie hem haar aanbeveling heeft toegezonden.

De Commissie maakt haar aanbeveling bekend in het in artikel 18 van de wet genoemde register."

Artikel 14quater

De tekst dient te worden vervangen door de volgende bepaling :

"De verantwoordelijke voor de verwerking deelt aan de Commissie elke wijziging in de in artikel 14ter genoemde gegevens mee; hij past de wijzigingen slechts toe nadat de Commissie hem een nieuwe aanbeveling heeft toegezonden."

Artikel 16

Om het bewijs te verkrijgen dat toestemming is verleend, is het verkieslijk te stellen dat de betrokkene "schriftelijk zijn toestemming moet geven" in plaats van dat "uitdrukkelijk" te moeten doen.

Artikel 17

Om soortgelijke redenen als die welke in verband met de artikelen 14bis en 14ter uiteengezet zijn, schrijven men :

.../...

"Art. 17. De verantwoordelijke ... hoeft de verplichtingen ... niet na te komen :

(...)

"b) (...) en hij de procedure bepaald in artikel 18 heeft gevolgd.".

Artikel 18

Om de bovenvermelde redenen schrijve men :

"(...) of wetenschappelijke doeleinden die deze gegevens wenst te verwerken zonder voorafgaande kennisgeving aan en toestemming van de betrokken persoon, vult de aangifte vereist op grond van artikel 17 van de wet aan met de volgende gegevens :

1° ... tot 6°

Na kennisneming van die aangifte zendt de Commissie aan de verantwoordelijke voor de verwerking een aanbeveling toe, waarin bijkomende waarborgen kunnen worden voorgeschreven die dienen te worden in acht genomen bij de latere verwerking van de persoonsgegevens.

De verantwoordelijke voor de verwerking mag de gegevens niet verwerken vooraleer de Commissie hem haar aanbeveling heeft toegezonden, die de Commissie bekendmaakt in het in artikel 18 van de wet genoemde register.".

.../...

Artikel 19

De tekst dient te worden vervangen door de volgende bepaling :

"De verantwoordelijke voor de verwerking deelt aan de Commissie elke wijziging in de in artikel 18 genoemde gegevens mee; hij past de wijzigingen slechts toe nadat de Commissie hem een nieuwe aanbeveling heeft toegezonden."

Artikel 20

In afdeling 4 van hoofdstuk II van het oorspronkelijk om advies aan de Commissie voorgelegde ontwerp van besluit, gewijd aan de bekendmaking van de resultaten van de verwerking van persoonsgegevens voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden, was een artikel 13 vervat dat bepaalde dat de verantwoordelijke voor de verwerking erop moest toezien dat de bekendmaking van de resultaten niet op buitensporige wijze afbreuk zou doen aan de persoonlijke levenssfeer van bepaalde categorieën van burgers.

In haar advies van 8 maart 1999 stelde de Commissie voor de term "burgers" te vervangen door de term "personen". Het zou goed zijn dat voorstel over te nemen, omdat het inhoudt dat de bescherming uitgebreid wordt tot een ruimere kring van begunstigden, overeenkomstig artikel 191 van de Grondwet.

.../...

De beschermingsmaatregel gewoon afschaffen, zoals in het ontworpen besluit, lijkt daarentegen niet verantwoord. De Raad van State heeft immers talrijke malen onderstreept dat als men ervan uitgaat dat "persoonlijke gegevens", een begrip dat gedefinieerd wordt als gegevens die geen betrekking hebben op een geïdentificeerde of identificeerbare natuurlijke persoon (in tegenstelling tot "persoonsgegevens" of "nominatieve" gegevens), niettemin onder het recht op eerbiediging van het privéleven vallen, dat gewaarborgd wordt door artikel 8 van het Europees Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden (1), op dat gebied toch eveneens beschermingsmaatregelen nodig zijn.

De ervaring leert dat de anonimiteit van de ingezamelde gegevens niet belet dat degenen die de resultaten van de verwerking ervan kunnen inzien, die ook zullen gebruiken ten aanzien van de categorieën van personen die op basis van hun profiel worden bestudeerd.

Bovendien houdt een statistische verwerking van een beperkte groep of van een zeer karakteristieke doelgroep het gevaar in dat de vereiste anonimiteit feitelijk wordt geschonden, waarbij geen zekerheid bestaat dat het verbod dat vervat is in artikel 20 van het besluit belet de resultaten bekend te maken (het verbod heeft alleen op de "vorm" van de bekendmaking betrekking).

(1) Zie in die zin F. Rigaux, La protection de la vie privée et des autres biens de la personnalité, Bruylant, Parijs, L.G.D.J., nr. 524, blz. 583.

Die bepaling behoort in de door de Commissie voorgestelde zin te worden herzien en moet opnieuw in het ontworpen besluit worden opgenomen en wel na artikel 20.

Artikel 21

In haar advies van 8 maart 1999 heeft de Commissie onder meer de volgende opmerking gemaakt :

"Artikel 15 van het ontwerpbesluit (zoals het aan de Commissie was voorgelegd en welke bepaling artikel 21 is geworden in de versie van het besluit zoals dat ter fine van advies aan de Raad van State is voorgelegd) legt een aantal bijzondere voorwaarden vast voor de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in de artikelen 6 tot 8 van de wet. Bepaald wordt met name dat :

- (1) de personen die toegang hebben tot de gegevens door de verantwoordelijke of desgevallend door de verwerker individueel aangewezen moeten worden, met een omschrijving van hun precieze verwerkingsbevoegdheid met betrekking tot vermelde gegevens; (...).

Met betrekking tot de eerste vereiste merkt de Commissie op dat het vooral belangrijk is te weten wie er toegang heeft. Daartoe is niet vereist dat de personen nominatim worden aangeduid.

Een aanduiding bij naam kan bepaalde risico's inhouden, bijvoorbeeld wanneer personen van functie veranderen. De Commissie acht het daarom wenselijk om de verantwoordelijke te verplichten enerzijds een lijst van toegangsprofielen op te stellen (bijv. door aanduiding van de functies die toegang hebben) en om anderzijds een lijst op te stellen waarin die profielen aan welbepaalde personen toegekend worden".

.../...

In dat verband is het niet voldoende om, zoals in het ontworpen besluit gedaan wordt, voor te schrijven dat moet worden aangegeven welke categorieën van personen die gegevens mogen verwerken en dat de lijst van die categorieën ter beschikking van de Commissie moet worden gesteld. In het ontwerp behoort bovendien te worden voorgeschreven dat die personen bij naam moeten worden aangewezen en dat de lijst van die personen aan de Commissie moet worden bezorgd. De geldigheid van de aanwijzing bij naam van een welbepaalde persoon zou vervallen zodra deze persoon niet meer behoort tot een van de categorieën van personen die deze gegevens mogen verwerken of zodra de toegang tot die gegevens hem door de verantwoordelijke voor de verwerking wordt ontzegd.

Aan de verantwoordelijke voor de verwerking wordt weliswaar een grote administratieve last opgelegd, maar die last lijkt niet overdreven in het licht van het voordeel voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer dat voortvloeit uit een geïndividualiseerde toepassing van algemene en abstracte regels.

Wat de in artikel 6 van de wet bedoelde gevoelige gegevens betreft, lijkt het hoe dan ook haast onaanvaardbaar deze achterwege te laten : als de concrete beoordeling of een individu al dan niet behoort tot een categorie van personen die deze gegevens mogen verwerken, wordt opgedragen aan de persoon die toegang tot die gegevens wenst te krijgen, ontstaat er een reëel gevaar voor vergissingen of zelfs misbruiken.

.../...

Zo ook zou de verplichting om de lijst met de namen van de personen die deze gegevens mogen verwerken volgens een redelijke regelmaat aan de Commissie toe te zenden een waarborg vormen voor de doeltreffendheid van de maatregel en zou ze voor de Commissie een eerste middel zijn om na te gaan of die maatregel wordt toegepast.

Artikel 21 van het ontwerp behoort bijgevolg te worden aangevuld door de oorspronkelijke tekst opnieuw op te nemen en deze logischerwijze in te voegen na de vermelding van de eerste maatregel, waarvan de Nederlandse tekst beter als volgt zou worden geredigeerd :

"1° de categorieën van personen die toegang hebben tot de persoonsgegevens moeten worden aangewezen door de verantwoordelijke voor de verwerking of, in voorkomend geval, door de verwerker, met een precieze opgave van hun hoedanigheid ten opzichte van de verwerking van de bedoelde gegevens;".

De tweede maatregel behoort dan ook als volgt te worden gesteld :

"2° de personen die toegang hebben tot de gegevens moeten individueel aangewezen worden door de verantwoordelijke voor de verwerking of, in voorkomend geval, door de verwerker, met een precieze opgave van hun verwerkingsbevoegdheid met betrekking tot de vermelde gegevens;".

De tweede maatregel van het ontwerp, die de derde maatregel wordt, zou als volgt luiden :

.../...

"3° de lijst van de categorieën van personen, bedoeld in 1°, die toegang hebben tot die gegevens, en de lijst van de personen die toegang hebben tot die gegevens, met vermelding van hun functie, worden jaarlijks aan de Commissie toegezonden door de verantwoordelijke voor de verwerking, of, in voorkomend geval, door de verwerker.".

Artikel 26

Er wordt voorgesteld het tweede lid als volgt te redigeren :

"De Commissie maakt de lijst van die verantwoordelijken voor de verwerking bekend in het publiek register, bepaald in artikel 18 van de wet, met vermelding van de redenen die zijn aangevoerd voor de vrijstelling.".

Dat de aangevoerde redenen bekend gemaakt worden via het publiek register, zoals in de hiervoren voorgestelde tekst wordt bepaald, zal een eerste begeleidende maatregel zijn om stereotiepe bepalingen te vermijden.

Artikel 27

Krachtens de artikelen 10, § 1, tweede lid, en 12, § 2, van de wet van 8 december 1992 moet elk verzoek betreffende de rechten vermeld in de artikelen 10, § 1, eerste lid, en 12, § 1, van dezelfde wet gedagtekend en ondertekend zijn. Dat het verzoek ondertekend moet zijn,

.../...

betekent dat de ondertekening met de hand moet worden aangebracht. Aangezien er geen wettelijke bepaling bestaat waarbij de elektronische handtekening wordt gelijkgesteld met de geschreven handtekening, is het bijgevolg uitgesloten dat een verzoek met een telecommunicatiemiddel wordt toegezonden (1). De woorden "of met een telecommunicatiemiddel" dienen bijgevolg te vervallen.

Artikel 37

De Koning is niet bevoegd voor de aangelegenheden inzake de werking en de organisatie die bij de ontworpen bepaling worden geregeld. Als die aangelegenheden worden geregeld, dienen die voorschriften te worden opgenomen in het reglement van orde dat door de Commissie moet worden opgesteld en aan de Wetgevende Kamers moet worden meegedeeld overeenkomstig artikel 28 van de wet.

Artikel 46

De woorden "... in dienst van of werkzaam ten behoeve van de verantwoordelijke voor de verwerking" zijn niet duidelijk. Als de steller van het ontwerp daarmee wil doelen op de personen die voor de verantwoordelijke voor de

(1) Zie, in dezelfde zin, het advies waarin de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer opmerkt dat "het vereiste van de ondertekening tot gevolg heeft dat een verzoek niet via telecommunicatiemiddel kan worden verzonden, zolang er geen juridisch geldige elektronische handtekening is."

verwerking werken op basis van een arbeidsovereenkomst of van een overeenkomst van aanneming van werk, zou het dispositief dienovereenkomstig moeten worden aangepast. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 47, eerste lid.

Artikel 49

Krachtens artikel 4, § 1, 5°, van de wet van 8 december 1992 mogen "persoonsgegevens, in een vorm die het mogelijk maakt de betrokkenen te identificeren, niet langer ... worden bewaard dan (noodzakelijk is) voor de verwezenlijking van de doeleinden waarvoor zij worden verkregen of verder worden verwerkt". Het gaat dus om de noodzakelijke termijn, niet om de dienstige termijn.

In de artikelen 46 tot 48 en in de artikelen 50 tot 53 van het ontwerp staat eveneens dat de gegevens niet langer mogen worden bewaard dan nodig is voor de doeleinden van de verwerking. De Raad van State ziet niet in op grond waarvan voor de verwerking "van persoonsgegevens die uitsluitend betrekking hebben op de administratie van aandeelhouders en vennoten" de termijn voor de bewaring van die gegevens in de Franse tekst van artikel 49 wordt bestempeld als "temps utile". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 54 van het ontwerp.

.../...

Artikel 55

De steller van het ontwerp wordt verzocht na te gaan of de wetten waarnaar hij verwijst, garanderen dat voldaan is aan alle vereisten die vervat zijn in artikel 17, § 8, eerste lid, van de wet van 8 december 1992, inzonderheid wat betreft de vermelding van de periode gedurende welke de gegevens worden bewaard.

Artikel 56

Bij deze bepaling wordt een vrijstelling van de verplichting tot voorafgaande aangifte ingesteld voor de verwerking van persoonsgegevens verricht door administratieve overheden waarvoor specifieke regelingen gelden inzake de raadpleging, het gebruik en de verkrijging van de verwerkte gegevens.

Doordat deze vrijstelling in te algemene bewoordingen is gesteld, is niet gegarandeerd dat alle voorwaarden voor de vrijstelling, vervat in artikel 17, § 8, eerste lid, van de wet van 8 december 1992 vervuld zijn. Volgens de geest van de wet dient elke regeling evenwel concreet te worden onderzocht in het licht van de vereisten die het voormelde artikel 17 voorschrijft.

De ontworpen bepaling moet dan ook vervallen of op zijn minst grondig worden herzien opdat nauwkeurig wordt aangegeven welke van de betrokken regelingen garanderen dat aan de wettelijke voorwaarden is voldaan.

.../...

Artikel 56bis

Het voorontwerp van programmawet waarnaar in het verslag aan de Koning verwezen wordt, is de wet van 12 augustus 2000 houdende sociale, budgettaire en andere bepalingen (1) geworden. Aangezien de bepaling die in dit verslag aan de Koning wordt aangekondigd, niet in de voormelde wet is opgenomen, kan deze geen rechtsgrond opleveren voor artikel 56bis van het ontworpen besluit. Dat artikel dient dan ook te vervallen, zoniet zou artikel 18 van de richtlijn geschonden zijn, zoals uit het verslag aan de Koning blijkt.

Artikelen 64 en 67

1. De termijn voor de omzetting van Richtlijn 95/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 24 oktober 1995 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens is op 24 oktober 1998 verstreken.

Het is te betreuren dat het ontworpen besluit en de wet van 11 december 1998 niet eerder in werking treden dan de eerste dag van de vierde maand na die waarin het besluit en de wet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt.

(1) Belgisch Staatsblad van 31 augustus 2000.

Artikel 64, eerste lid, behoort als volgt te worden gesteld :

"Dit besluit en de bepalingen van de wet van 11 december 1998 tot omzetting van de richtlijn 95/46/EG van 24 oktober 1995 van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrij verkeer van die gegevens treden in werking op ...".

2. In het tweede lid van dat artikel 64 dienen de woorden "en toekomstige" als overbodig te vervallen.

Artikel 67 dient te vervallen als de tekst die hiervoren voor artikel 64, eerste lid, is voorgesteld, aanvaard wordt.

Slotopmerkingen

Algemeen gesproken, vertonen de Nederlandse en de Franse tekst van het ontworpen besluit vele onvolkomenheden, die moeten worden verholpen. De hiernavolgende opmerkingen worden in dit verband alleen bij wijze van voorbeeld gegeven.

1. Hoofdstukken en afdelingen worden genummerd met Romeinse hoofdtelwoorden, met uitzondering, wat het Frans betreft, van de eerste onderverdeling, die als volgt wordt

.../...

geschreven : "Chapitre premier", "Section première". Wanneer in het ontworpen besluit naar die onderverdeling wordt verwezen, schrijve men evenwel "Chapitre 1er" en "Section 1re".

2. In de Franse tekst schrijve men "article 1er" in plaats van "article 1" (1) en "§ 1er" in plaats van "§ 1" (2).

3. In plaats van te verwijzen naar "het vorige lid" dient naar een lid te worden verwezen door het rangnummer ervan op te geven (3).

4. Wanneer naar een welbepaald lid wordt verwezen, schrijve men in het Frans "l'alinéa 1er" in plaats van "l'alinéa premier" (4).

(1) Zie inzonderheid artikel 8, tweede lid, artikel 9, tweede lid, en artikel 10, tweede lid.

(2) Zie inzonderheid artikel 21.

(3) Zie de artikelen 14ter, derde lid, 18, derde lid, 58, tweede lid, en 61, tweede lid.

(4) Zie inzonderheid artikel 25, tweede lid.

Artikel 1

De onderverdeling in "a), b), c), enz." moet worden vervangen door een onderverdeling in "1°, 2°, 3°, enz.". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 17.

Artikel 4

In de Franse tekst van het tweede lid dient het woord "justifie" te worden vervangen door het woord "mentionne" om elk gebrek aan overeenstemming met de Nederlandse tekst te vermijden. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 5, tweede lid.

In de Nederlandse tekst van datzelfde lid schrijven men "doet" in plaats van "aflegt". Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 5, tweede lid.

Artikel 6

In de Franse tekst schrijven men "n'entreprend aucune action" in plaats van "n'entreprendra rien".

Artikel 7

Gelet op de opmerking over de gedefinieerde begrippen, zou artikel 7 als volgt kunnen worden gesteld :

.../...

"Niet-gecodeerde persoonsgegevens worden, vóór elke latere verwerking voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden, gecodeerd opdat ze alleen door middel van een code met een geïdentificeerd of identificeerbaar persoon in verband kunnen worden gebracht.".

Artikel 10

In het eerste lid dienen de woorden "voorafgaand aan die mededeling" te worden vervangen door de woorden "voordat ze worden medegedeeld".

Artikelen 12, 13, 14, 14bis en 14ter

In deze bepalingen staat nu eens "De verantwoordelijke voor de verwerking ... en de intermediaire organisatie", dan weer "De verantwoordelijke voor de verwerking ... of de intermediaire organisatie". Volgens de context lijkt het voegwoord "of" beter geschikt dan het voegwoord "en".

Artikel 14

1. Het zou beter zijn te schrijven : "... moeten, voordat de gegevens bepaald in de artikelen 6 tot 8 van de wet worden gecodeerd, aan de betrokken persoon de volgende gegevens mededelen :".

.../...

2. De gegevens die aan de betrokkene moeten worden medegedeeld, dienen te worden opgesomd aan de hand van een onderverdeling met 1°, 2°, 3°, enz. Dit vereiste in verband met de voorstelling van opsommingen geldt eveneens voor de artikelen 14ter, 15, 18, 20, 21, 27, 60 en 66.

Artikel 23

In het eerste lid behoort te worden geschreven :
"... die een vrije toestemming in de weg staat."

Artikel 32

In de Franse tekst van het tweede lid schrijve men "éléments pertinents" in plaats van "éléments utilisés".

Artikelen 42 tot 44

De munteenheid "euro" wordt met een kleine letter geschreven. In het Frans schrijve men "euros" voor alle bedragen van meer dan een euro.

Artikel 46

De woorden "Met uitzondering van de §§ 4 en 8 zijn de bepalingen van artikel 17 van de wet niet van toepassing" dienen te worden vervangen door de woorden "Artikel 17 van

.../...

de wet, met uitzondering van de paragrafen 4 en 8, tweede lid, is niet van toepassing". Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 47 tot 56.

Artikel 47

In het eerste lid dienen de woorden "en die voldoen aan de in dit artikel gestelde voorwaarden" als overbodig te vervallen. Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 50 en 54.

Artikel 64

In het tweede lid dienen de woorden "zich ... schikken naar" te worden vervangen door de woorden "zich ... gedragen naar".

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs J.-J. STRYCKMANS,
de Heren

premier président,
eerste voorzitter,

Y. KREINS,
P. QUERTAINMONT,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

F. DELPEREE,
J. KIRKPATRICK,

assesseurs de la
section de législation,
assessoren van de
afdeling wetgeving,

Madame J. GIELISSEN,
Mevrouw

greffier assumé,
toegevoegd griffier.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, premier auditeur chef de section. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. P. BROUWERS, référendaire.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, eerste auditeur-afdelingshoofd. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. P. BROUWERS, referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PREMIER PRESIDENT - DE EERSTE
VOORZITTER,

J. GIELISSEN

J.-J. STRYCKMANS